



CHAPITRE 100

CHAPTER 100

Loi concernant la cité de Longueuil

An Act respecting the city of Longueuil

[Sanctionnée le 6 août 1965]

[Assented to 6th August 1965]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Longueuil a, par sa pétition, représenté:

Qu'il est dans l'intérêt de ses citoyens et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 7 Edouard VII, chapitre 71, et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées;

Qu'elle a déjà été autorisée à acquérir de Sa Majesté du chef du Canada certaines parties des lots 156 et 159 du cadastre de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil et qu'il y aurait lieu de l'autoriser à acquérir de toute corporation de la Couronne du chef du Canada certaines autres parties du même lot originaire 156 ainsi que d'autres parties de terrain contiguës ou voisines qui ne sont pas cadastrées, aux fins de servir à l'aménagement de parcs de stationnement et de compléter les travaux de réaménagement et de rénovation de la rive sud du fleuve Saint-Laurent;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à ces fins et qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Acquisi-
tions au-
torisées.

1. La cité de Longueuil est autorisée à acquérir, de gré à gré, les parties du lot originaire 156 du cadastre de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil, y compris les bâtiments qui y sont érigés, de toute corporation de la Couronne du chef du

WHEREAS the city of Longueuil has, by its petition, represented:

That it is in the interest of its citizens and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 7 Edward VII, chapter 71, and the acts amending it, be again amended;

That it has already been authorized to acquire from Her Majesty in right of Canada certain portions of lots 156 and 159 of the cadastre of the parish of Saint-Antoine de Longueuil, and it would be expedient to authorize it to acquire from any Crown corporation in right of Canada certain other portions of the same original lot 156 and other parcels of land adjoining or near the said lot and which are not cadastred, to serve for the establishment of parking places and to complete the redevelopment and renewal of the south shore of the St. Lawrence river;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purposes and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Acquisi-
tions au-
thorized.

1. The city of Longueuil is authorized to acquire by agreement from any Crown corporation in right of Canada, the portions of original lot 156 of the cadastre of the parish of Saint-Antoine de Longueuil, including the buildings thereon erected,

Canada, ainsi que les parties de terrain contiguës ou voisines qui ne sont pas cadastrées et qui sont situées dans le territoire de la cité; ces immeubles doivent servir, en tout ou en partie, à l'aménagement de parcs de stationnement et à l'érection d'édifices, de constructions ou de maisons destinés à des fins publiques, municipales, provinciales ou fédérales ou à des fins résidentielles ou commerciales.

Subdivi-
sion et
vente.

Elle peut subdiviser et vendre à l'enchère lesdites parties de lots et leurs subdivisions; elle peut également, avec l'approbation de la Commission municipale de Québec, les vendre de gré à gré au coût d'acquisition, plus le coût des services.

Emprunts
autorisés.

Elle peut aussi, avec l'approbation préalable du ministre des affaires municipales et celle de la Commission municipale de Québec, emprunter pour les fins susdites une somme n'excédant pas le coût d'acquisition et les autres dépenses ou frais légitimes s'y rapportant.

Emploi
des
deniers.

Les deniers provenant de ces ventes doivent être employés à l'extinction des obligations contractées pour l'acquisition.

1918, c.
90, aa. 2
à 7, ab.

2. Les articles 2 à 7 de la loi 8 George V, chapitre 90, sont abrogés.

1956-57,
c. 85, a. 1,
ab.

3. L'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 85, est abrogé.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

and the adjoining or neighbouring parcels of uncadastrated land in the territory of the city. Such immoveables shall serve, in whole or in part, for the establishment of parking places and the erection of buildings, structures or houses intended for public, municipal, provincial or federal purposes or for residential or commercial purposes.

It may subdivide and sell by auction the said portions of lots and their subdivisions, and also, with the approval of the Quebec Municipal Commission, sell them by agreement at the price of acquisition plus the cost of services.

Subdivi-
sion and
sale.

With the prior approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, it may also borrow for the aforesaid purposes a sum not exceeding the cost of acquisition and other legitimate expenses or costs relating thereto.

Loans au-
thorized.

The money resulting from such sales must be used to pay off the obligations contracted for the acquisition of the property.

Use of
money.

2. Sections 2 to 7 of the act 8 George V, chapter 90, are repealed.

1918, c.
90, ss. 2
to 7, re-
pealed.

3. Section 1 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 85, is repealed.

1956-57,
c. 85, s. 1,
repealed.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.